

Au Journal officiel du 17 au 23 février 2018

Au Journal officiel du 17 au 23 février 2018

26/02/2018

Au Journal officiel du 17 au 23 février 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 17 février 2018 :

- Décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant **expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux** ;
- Rectificatif : Décret n° 2017-1771 du 27 décembre 2017 **modifiant les livres III à VII de la partie réglementaire du Code rural et de la pêche maritime.**

Au JO du 21 février 2018 :

- Arrêté du 15 février 2018 modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux **modalités d'immatriculation des véhicules**. – *Modification de l'arrêté du 9 février 2009* ;
- Décret n° 2018-117 du 19 février 2018 relatif à la **simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2018-119 du 20 février 2018 **relatif au redoublement**. – *Modification du Code de l'éducation* ;
- Décret n° 2018-120 du 20 février 2018 relatif aux **rôles du conseil de classe et du chef d'établissement en matière d'orientation et portant autres dispositions**. – *Modification du Code de l'éducation* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 405705 et 405767 du 7 février 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décret n° 2016-675 du 7 juin 2016 et Code général des impôts, annexe II, article 284 ;
- **Décision nos 404914 et 408533 du 9 février 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décret n° 2016-610 du 13 mai 2016 et Code rural et de la pêche maritime, article D 512-1-3.

Au JO du 22 février 2018 :

- Décret n° 2018-122 du 20 février 2018 modifiant le décret n° 2011-338 du 29 mars 2011

portant **modification de l'organisation judiciaire dans le Département de Mayotte.** –
Modification du décret n° 2011-338 du 29 mars 2011 ;

- Arrêté du 14 février 2018 constatant le **classement de communes en bassin urbain à dynamiser** ;
- Décision n° 2018-07 du 29 janvier 2018 portant **adoption du Code de déontologie du Défenseur des droits.** – *Abrogation de la décision n° 2013-431 du 31 décembre 2013.*

Au JO du 23 février 2018 :

- Décret n° 2018-125 du 21 février 2018 relatif au **cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé prévu à l'article L. 162-31-1 du Code de la sécurité sociale.** –
Modification du Code de la sécurité sociale.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA